© Colin Delfosse

# Le poids du silence : comment la révolte des Mobondo bouleverse l'ouest de la RDC

RÉSUMÉ EXÉCUTIF ET RECOMMANDATIONS

CDJP / KINSHASA

IPIS

DIIS

caritas international.be

IPISRESEARCH.BE

# Résumé exécutif

Depuis juin 2022, l'ouest de la République démocratique du Congo (RDC) est en proie à une crise sécuritaire et humanitaire majeure, longtemps ignorée par les autorités nationales et les partenaires internationaux. Ce conflit, dont l'épicentre se situe dans le **territoire de Kwamouth** (province de **Maï-Ndombe**), a déjà fait plus de **5 000 morts**, provoqué le **déplacement de près de 280 000 personnes**, et affecte désormais cinq provinces : **Maï-Ndombe, Kwango, Kwilu, Kongo Central** et la commune rurale de **Maluku**, à **Kinshasa**. Alors que les regards se tournent habituellement vers l'Est du pays, l'Ouest s'enfonce dans une spirale de violences dont les causes et dynamiques sont complexes, mêlant injustices foncières, délitement des institutions coutumières, marginalisation socio-économique et instrumentalisation politique.

Ce rapport analyse les causes profondes de la crise sécuritaire et humanitaire qui secoue l'ouest de la RDC en particulier dans les zones proches de Kinshasa, la capitale du pays. Il vise à éclairer les tensions intercommunautaires en les replaçant dans leurs contextes historiques, administratifs et socio-économiques, tout en contribuant à une meilleure compréhension du phénomène pluriforme dit « Mobondo ». À travers une cartographie de la crise, l'étude entend nourrir l'élaboration de stratégies de résolution des conflits fondées sur une analyse rigoureuse des dynamiques locales.

## Méthodologie de la recherche

L'étude, centrée sur le territoire de Kwamouth et la commune rurale de Maluku (Kinshasa), repose sur une approche mixte combinant :

- Une **base de données de plus de 328 incidents** recueillis par la CDJP Kinshasa depuis le début de la crise en juin 2022 ;
- Une **revue de la littérature** existante sur la région et le conflit ;
- Des enquêtes de terrain menées entre janvier et septembre 2025, dont **185 entretiens semi-structurés et 25 groupes de discussion** avec des populations affectées, d'anciens combattants Mobondo, des représentants des autorités locales, des acteurs économiques, des organisations de la société civile et des académiques.

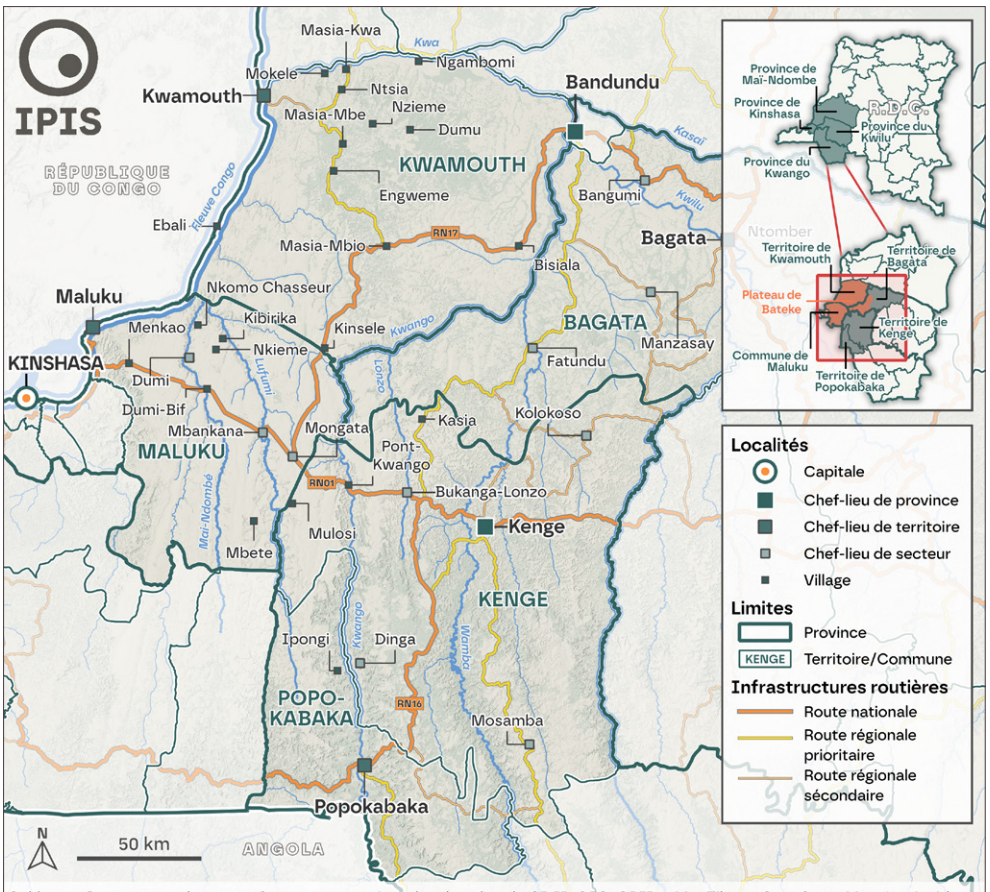
Les constats et recommandations de cette recherche constituent une première étape vers une meilleure compréhension de la crise et soulignent la nécessité d'étendre l'analyse à d'autres zones, notamment aux territoires de Popokabaka et Kenge (province du Kwango), pour affiner les réponses dans l'ouest de la RDC.

## Une crise née d'un conflit foncier local devenu révolte régionale

L'élément déclencheur du conflit remonte à **juin 2022**, lorsque des tensions éclatent autour de la hausse des redevances coutumières – droit de fermage local – imposées par des chefs coutumiers Teke aux exploitants agricoles Yaka dans le village de Masia-Mbe. L'assassinat d'un métayer lors de cette contestation entraîne une série de représailles violentes et la formation d'une milice baptisée « **Mobondo** ».

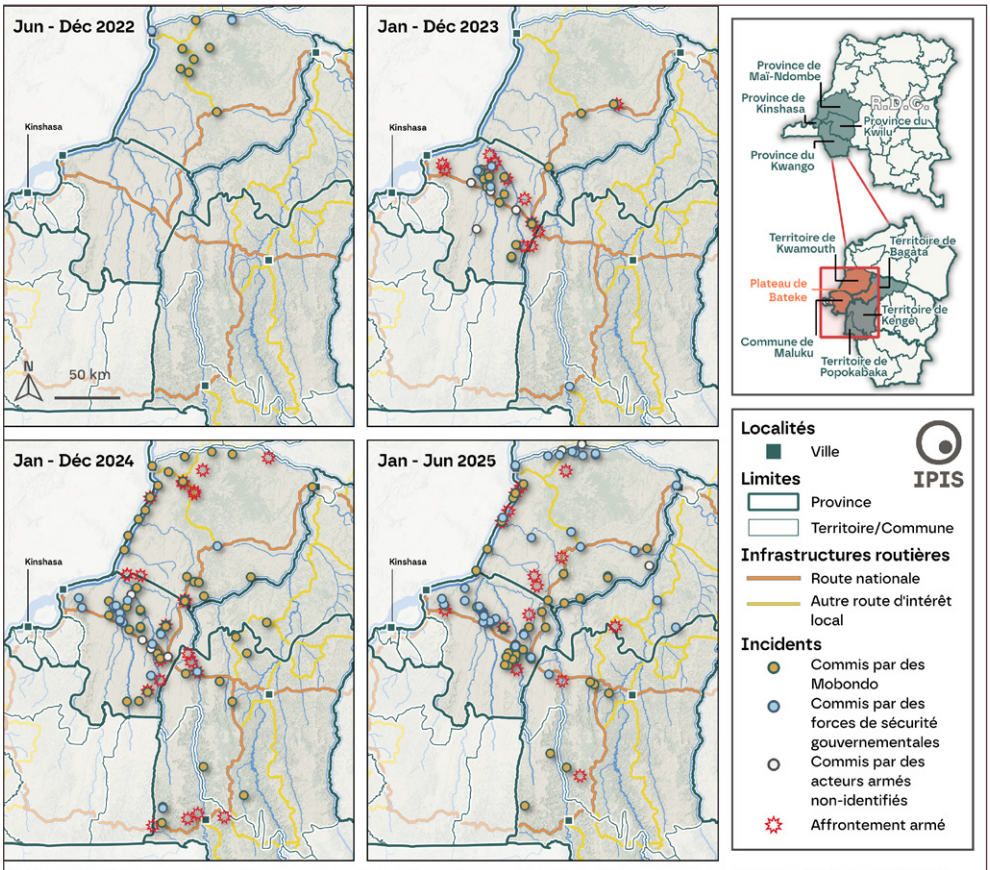
En quelques mois, cette révolte localisée s'est transformée en un **mouvement armé diffus**, mobilisant des centaines de jeunes hommes issus des milieux ruraux marginalisés, frustrés par l'accès inégal à la terre, le chômage, la corruption et l'absence de l'autorité publique. Les violences, initialement circonscrites à Kwamouth, se sont étendues en 2023 à **Maluku**, au cœur du « Plateau des Bateke »[1], puis aux provinces voisines du **Kwango** et du **Kwilu**, atteignant les portes de Kinshasa.

1 Les limites exactes du « Plateau des Bateke » ne sont pas entièrement claires. D'une part, il s'agit d'une zone géographique et topographique – qui s'étend même jusqu'au Congo Brazzaville et au Gabon. D'autre part, c'est un terme générique qui renferme tout l'espace habité par le peuple Teke et sur lequel s'est installé un pouvoir coutumier Teke. Il couvre les territoires de Kwamouth (Maï-Ndombe), Bagata (Kwilu), et les communes de Maluku et Nsele à Kinshasa.




Créée par IPIS en octobre 2025. Cette carte contient des données de CDJP, GFC, GRID3, MapTiler et OpenStreetMap. Les incidents rapportés couvrent la période allant de juin 2022 à juin 2025 et ne constituent pas une liste exhaustive. Les limites administratives et la localisation des incidents indiquées sont approximatives et ne constituent pas une reconnaissance ou une acceptation officielle.

◄ **Zones affectées par la révolte des Mobondo et la crise sécuritaire et humanitaire qui en découle.**



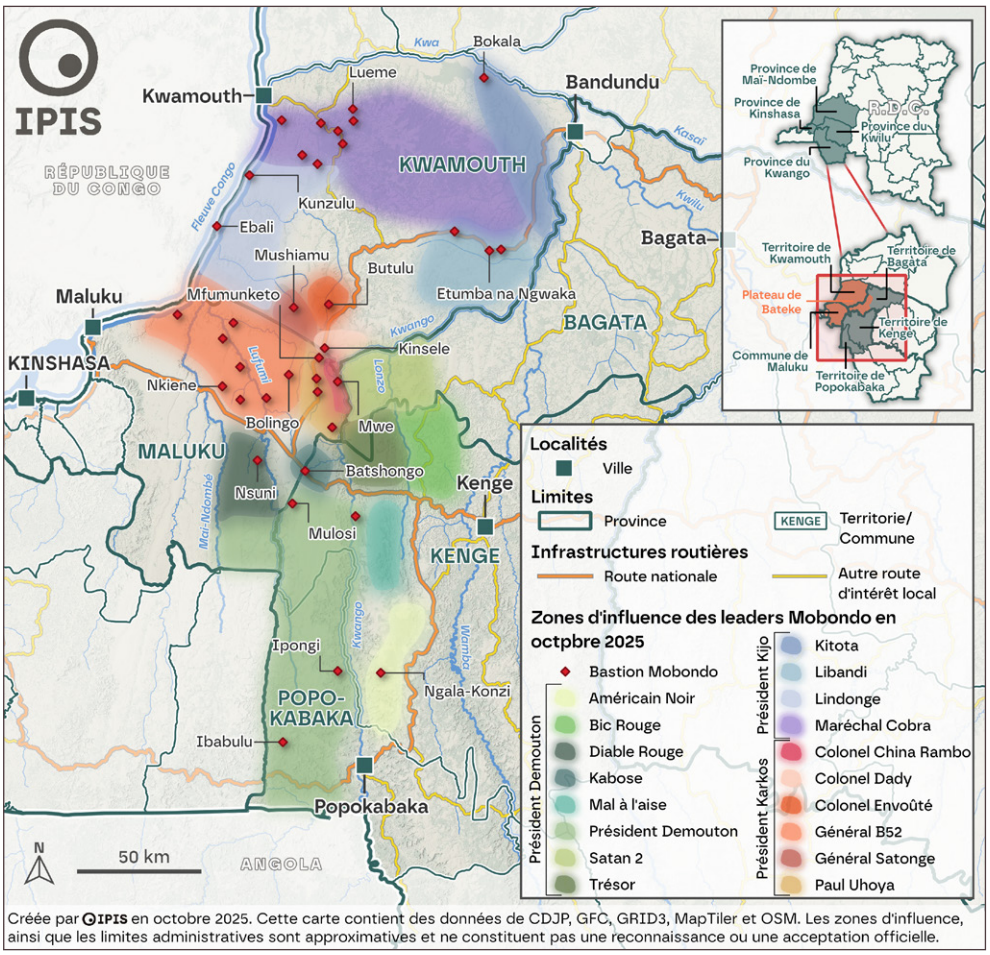

Créée par IPIS en octobre 2025. Cette carte contient des données de CDJP, GFC, GRID3, MapTiler et OpenStreetMap. Les incidents rapportés couvrent la période allant de juillet 2022 à juin 2025 et ne constituent pas une liste exhaustive. Les limites administratives et la localisation des incidents indiquées sont approximatives et ne constituent pas une reconnaissance ou une acceptation officielle.

◄ **Cette mosaïque des incidents par année montre l'expansion territoriale de la crise.**

## Les Mobondo : entre mouvement social, milice mystique et entreprise criminelle

Plutôt qu'un groupe armé structuré, le mouvement Mobondo est un ensemble mouvant de factions locales, articulées autour de chefs autoproclamés, d'objectifs hétérogènes et de croyances traditionnelles.

La nature décentralisée du phénomène Mobondo entraine une grande variation dans les comportements et les revendications au sein du mouvement, rendant difficile l'identification des groupes. Néanmoins, il existe également une structuration globale du mouvement Mobondo. Le nom de « Kiamvu » Kimona Kumbu Odon est fréquemment cité comme l'un des fondateurs présumés du mouvement des Mobondo et comme l'instigateur du conflit entre les Teke et les Yaka. Aux niveaux hiérarchiques inférieurs des « présidents » et des « généraux » sont chacun responsables d'un axe géographique spécifique. La carte ci-dessous montre certaines des factions les plus importantes. Cependant, les annexes du rapport fournissent un tableau plus détaillé des différentes factions et bastions Mobondo.




◄ **Localisation des bastions Mobondo et des zones d'influence des différentes factions.**

L'un des aspects les plus frappants du mouvement « Mobondo » réside dans son caractère mystique et dans le recours à des fétiches par les miliciens. Ces fétiches sont supposés rendre les combattants invincibles, une croyance partagée tant par les combattants eux-mêmes que par leurs victimes.

Les motivations de ralliement sont multiples : quête de justice sociale, promesse d'accès à la terre, esprit de revanche contre les autorités coutumières perçues comme corrompues, mais aussi opportunisme et recherche de profit.

> « [Les chefs Mobondo] nous disaient qu'ils allaient nous donner une partie de terre ainsi que de l'argent. Et jusque-là, ils n'ont rien donné de concret. »
>
> Entretien avec d'anciens combattants Mobondo, Maluku, mai 2025.

Au fil du temps, la milice a vu émerger plusieurs courants. Sur le Plateau des Bateke, les attaques visent prioritairement les chefs Teke et leurs proches, accusés de vendre les terres et d'exploiter les métayers, avec pour objectif de chasser les Teke du Plateau et de s'approprier le contrôle foncier local. Dans la province du Kwango, des groupes dits « Mobondo Kuluna » se revendiquent du mouvement pour commettre des actes de banditisme dénués de motivations communautaires.

Cette hybridité rend la crise particulièrement difficile à endiguer. Le mouvement ne dispose pas d'une chaîne de commandement centralisée : les factions agissent de manière autonome, s'appuient sur des économies de guerre locales (taxes illégales, extorsions, pillages, et contrôle des routes du commerce de charbon de bois) et se fragmentent régulièrement en raison de rivalités internes.

## Causes profondes et enjeux de gouvernance

Le conflit est enraciné dans des fractures locales profondes, bien au-delà de la simple majoration des taxes coutumières qui a provoqué le début de la violence.

### Bouleversements socio-économiques et fonciers

L'intégration progressive du Plateau de Bateke dans l'économie périurbaine de Kinshasa, due à la croissance démographique de la capitale, a accentué la pression sur les terres agricoles. Au fil des décennies, la fertilité de ces terres de la région a attiré des migrants Yaka, Suku et Pelende, cherchant des opportunités en raison de la pauvreté et du manque d'industrie dans leurs provinces d'origine (notamment le Kwango). Les tensions se sont accrues autour des pratiques foncières :

- **Transformation foncière et dérives coutumières** : L'arrivée de populations migrantes a profondément modifié le système d'attribution des terres. Certains fermiers sous-louent désormais de petites parcelles, et la rentabilité accrue des terres a poussé les chefs Teke à augmenter unilatéralement les redevances coutumières (de 1 à 4-5 sacs de maïs par saison).

- **Accaparement et spéculation** : Le pouvoir coutumier Teke a favorisé la vente massive de terres à des élites politiques congolaises (telles que Laurent Batumona, Vital Kamerhe et Joseph Kabila). Ces transactions, facilitées par des titres fonciers contestés, ont accentué la raréfaction des terres et précarisé les (petits) producteurs agricoles. Cela a créé une situation économique précaire et amplifié des tensions au sein des communautés.

- **Affaiblissement du pouvoir coutumier** : La combinaison de ventes anarchiques, de la corruption et de conflits de succession a sapé l'autorité des chefs Teke. Certains membres de l'élite locale, accusés de « trahison envers les ancêtres », ont favorisé d'autres intérêts au détriment de leurs pairs, provoquant une crise de légitimité au sein du pouvoir coutumier.

> « Quand les eaux et les forêts sont vendues, les [esprits des] ancêtres n'ont plus d'endroit où rester. Ils sont partis et nous n'avons plus de protection. Les chefs ont tout vendu, c'est leur faute. »
>
> Entretien avec un chef de terre Teke, Kwamouth, mai 2025.

### L'absence de l'État congolais et l'impunité

L'absence d'une autorité étatique contraignante dans les zones rurales du pays constitue une cause structurelle du conflit, permettant son éclatement et son aggravation rapide.

- **Faillite de la gouvernance** : L'État congolais a laissé se multiplier les transactions foncières illégales, tout en contribuant à la raréfaction des terres par l'implication de certaines autorités administratives dans l'acquisition de titres par des acteurs politiques. L'absence de documentation officielle sur les terres louées ou vendues accentue cette opacité.

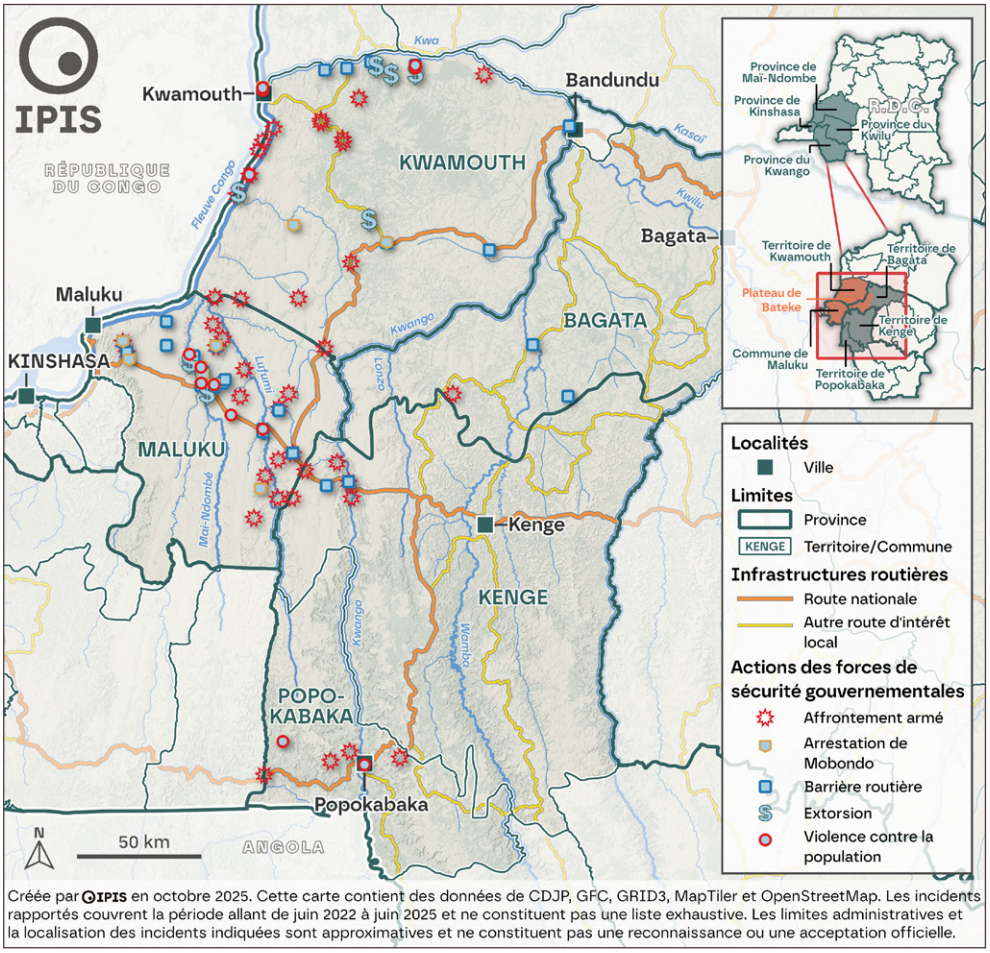
- **En matière de protection des civils**, les autorités locales et coutumières, dépourvues de moyens, n'ont pu contenir une crise inédite marquée par des massacres, pillages et incendies, tandis que le gouvernement central a tardé à réagir adéquatement.

- **L'affairisme des éléments des forces de l'ordre** : Bien que déployés pour protéger les civils, certains éléments des forces de sécurité sont accusés d'inaction, d'extorsion de la population et de taxation illégale sur les axes routiers, ainsi que de collaborations avec des miliciens Mobondo.

- **Échec de la médiation** : Les initiatives de paix soutenues par le Gouvernement, comme les médiations menées en 2022 et 2024 et l'accord de septembre 2024, n'ont pas donné les résultats attendus. Fabrice Zombi Kavabioko dit « Mini-Kongo », le médiateur nommé par le Gouvernement en 2022, était perçu par les populations Teke comme proche des élites Yaka, ce qui a fragilisé la crédibilité de l'État. De même, la désignation d'un facilitateur Teke en 2024 a provoqué la méfiance des acteurs Yaka. L'implication d'acteurs non mandatés par les communautés locales dans ces processus à l'initiative de Kinshasa a accentué la méfiance et le désengagement des populations concernées.

« Le Gouvernement ne dit rien pour cette crise. Même nous qui avons perdu les nôtres, il ne fait rien pour nous. Les chefs coutumiers ont peur parce que d'autres ont été tués. Les militaires ont été envoyés pour sécuriser les populations et leurs biens, mais, ils se sont liés avec les Mobondo, volent les biens des gens et se les partagent. »

Entretien avec un villageois de Kibirika, Maluku, février 2025.




Créée par IPIS en octobre 2025. Cette carte contient des données de CDJP, GFC, GRID3, MapTiler et OpenStreetMap. Les incidents rapportés couvrent la période allant de juin 2022 à juin 2025 et ne constituent pas une liste exhaustive. Les limites administratives et la localisation des incidents indiquées sont approximatives et ne constituent pas une reconnaissance ou une acceptation officielle.

◄ **Incidents impliquant les forces armées congolaises (FARDC) entre juin 2022 et juin 2025.**

## Instrumentalisation politique de la crise

La **propagation rapide du conflit** aux provinces voisines, après son déclenchement à Kwamouth, a conduit plusieurs acteurs locaux à évoquer l'existence d'un plan préétabli ou d'une « main noire » orchestrant les violences sur le Plateau des Bateke. Selon cette lecture, la taxe coutumière ne serait qu'un prétexte utilisé par certains pour mettre en œuvre un projet hégémonique Yaka.

Plusieurs éléments nourrissent cette hypothèse. Une lettre de 2021 attribuée au Kiamvu Odon Kimona, une personnalité influente Yaka, aurait contesté la légitimité des chefs Teke, rebaptisant le Plateau des Bateke en « Plateau Lunda ». Des témoignages

rapportent qu'il aurait incité à la désobéissance face au paiement des redevances. Depuis le début de la crise en 2022, des chefs Yaka ont d'ailleurs été installés dans plusieurs villages du Plateau par les Mobondo. Afin d'effacer toute prétention à la propriété Teke, les Mobondo sont même allés jusqu'à rebaptiser des villages qu'ils occupent.

Toutefois, s'il existe sans doute une instrumentalisation politique et économique du conflit, il est difficile d'y voir un plan unique et coordonné. En réalité, **divers acteurs opportunistes semblent avoir exploité la crise pour servir leurs propres intérêts**. Ainsi, l'absence de l'État et la précarité des jeunes ont permis à ces entrepreneurs de la violence de transformer une tension foncière locale en une vague de violences régionales.

# Conclusions et recommandations

La crise des Mobondo à l'ouest de la RDC révèle les fractures profondes d'un pays en quête de paix et de justice sociale. Née d'une dispute foncière et aggravée par l'instrumentalisation politique et l'effondrement de la gouvernance, elle menace la coexistence entre les communautés aux portes de Kinshasa. À l'image des conflits à l'Est et ailleurs, la marginalisation, la compétition pour les ressources, la raréfaction des terres, l'implantation des groupes armés et la prédation économique risquent d'ancrer cette crise dans un cycle durable de violences.

Face à la complexité et à la sensibilité du conflit, les auteurs du rapport plaident pour une **stratégie multidimensionnelle** articulant action humanitaire, médiation communautaire et réforme structurelle.

Les principales **recommandations** se déclinent autour de cinq axes :

- **Renforcer la sécurité et l'autorité de l'État** : combattre les bastions des Mobondo, mettre en œuvre une réelle stratégie de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), mettre fin aux taxations illégales et abus, sécuriser la libre circulation et l'accès humanitaire.

- **Prioriser la paix inclusive et la cohésion sociale :** soutenir le dialogue intra- et intercommunautaire, impliquer les structures traditionnelles (existantes), et coordonner les actions avec les ONG locales et internationales.

- **Mettre en œuvre la justice et la réconciliation :** lancer une enquête indépendante, documenter les violations des droits humains, assurer la responsabilisation et promouvoir la justice transitionnelle.

- **Promouvoir le relèvement socio-économique et la résilience :** reconstruire les infrastructures, indemniser les victimes, soutenir l'emploi et l'entrepreneuriat, intégrer la protection, l'assistance et le développement dans une approche durable.

- **Mobiliser et coordonner l'action diplomatique et internationale :** inscrire la crise aux agendas bilatéraux et multilatéraux, renforcer le soutien financier et opérationnel, coordonner la réponse entre les autorités locales, provinciales et nationales, les bailleurs internationaux, l'ONU et les organisations de la société civile.

Le rapport complet est disponible à l'adresse suivante : https://ipisresearch.be/fr/publication/le-poids-du-silence-comment-la-revolte-des-mobondo-bouleverse-louest-de-la-rdc/.

Cette recherche a été réalisée avec l'aide financière de la Direction générale belge de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DGD) et de l'Union européenne. Son contenu ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces deux institutions.

# Recherche indépendante et renforcement des capacités *pour une paix durable, un développement soutenable et le respect des droits humains*

IPIS

V.U. Filip Reyniers, Directeur, IPIS vzw, Italiëlei 98A, 2000 Antwerpen I Layout: BRUSK Design I D/2025/4320/12